



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

17/01/2024

Europe : La lutte contre le capitalisme

Le 9 juin, auront lieu les élections pour le Parlement européen. Chaque pays de l'Union Européenne désignera un nombre de députés en fonction de sa population. Pour la France, le nombre est de 81. L'élection aura lieu à la proportionnelle à partir d'une liste nationale qui doit être paritaire. Notre parti a décidé à son IX^e congrès de présenter une liste à ces élections pour mener la bataille politique sur les questions du rôle et de l'orientation de l'UE. Il le fera sans développer la moindre illusion sur le caractère démocratique de cette élection, ni sur le rôle que peut jouer le Parlement européen pour défendre les intérêts des travailleurs en France et en Europe. C'est d'autant plus vrai que toutes les forces politiques représentées au Parlement acceptent le cadre de cette UE sans remettre en cause fondamentalement son caractère capitaliste et son inscription dans les rivalités impérialistes.

Notre travail politique sur cette question s'appuie sur l'analyse que nous faisons de la nature capitaliste des pays constitutifs de l'UE et donc de l'UE elle-même comme construction agissant dans le champ du système impérialiste mondial et s'organisant pour défendre les intérêts des monopoles.

La tendance à la centralisation des moyens de production, comme des outils politiques pour asseoir la domination de la classe capitaliste n'est pas nouvelle. Rappelons-nous ce que disent Marx et Engels dans le Manifeste du Parti communiste à propos de la concentration économique du capital et de sa traduction politique. « *La bourgeoisie supprime de plus en plus la dispersion des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence nécessaire de ces changements a été la centralisation politique...* » On est impressionné par l'actualité et la justesse politique de ce texte écrit en 1848.

Comment se traduit-elle au niveau de cette Union Européenne qui fut conçue sur les fonts baptismaux de la Communauté européenne du charbon et de l'acier Fondée en 1951 et 1957, le traité de Rome qui établit la Communauté économique européenne (CEE) avec comme objectif la soumission économique, économique, militaire et idéologique à l'impérialisme états-unis dans le cadre de la *guerre froide* contre l'URSS.

Les véritables chefs d'États ce sont les propriétaires des grands moyens de production⁽¹⁾ et d'échange dans chaque pays. Le personnel politique, y compris au plus haut niveau est à leur entier service. Le M.E.S. (Mécanisme Européen de Stabilité) pèse très lourdement sur les États tenus d'accepter les conditions draconiennes qui leur sont imposées pour rembourser ce que la BCE (Banque Centrale Européenne) leur avancera. C'est une mainmise "européenne" supra-nationale sur l'économie de nos pays mis dans l'obligation de respecter la *discipline du capital*. Le résultat de ces "pactes" et mesures de toutes sortes qui s'enchaînent, c'est l'appauvrissement continu des peuples de cette Europe et du nôtre en particulier. Les gouvernements de droite ou socialistes des pays européens ont mis en place au fur à mesure, des structures pour renforcer l'intégration des pays et des peuples. L'Euro est un instrument d'intégration économique et politique des pays dans l'Union Européenne et un outil pour renforcer les moyens du capitalisme européen dans la concurrence mondiale. L'Euro est partie prenante de la guerre monétaire capitaliste entre grandes puissances. Avec le MES les plans d'austérité, les réductions drastiques des dépenses publiques et sociales, la casse des droits du travail et des droits sociaux, l'accélération des privatisations etc. font des ravages dans tous les pays européens. Mais cela est loin de suffire. Le capital exige d'aller beaucoup plus loin et d'y aller plus vite. Au nom de la « *compétitivité* » tout est tiré vers le bas : les salaires, les retraites, la sécurité sociale, les indemnités.... Les entreprises et les services « *non compétitifs* » sont condamnés, les salariés sont privés d'emploi. En imposant la libre circulation des travailleurs dans l'Union Européenne, en exigeant l'ouverture du « *marché du travail* » les dirigeants capitalistes de Bruxelles, avec l'accord des États membres organisent sciemment la pression sur l'emploi et les salaires des travailleurs! L'Union Européenne cherche des accords de libre-échange avec d'autres ensembles économiques ou pays.

Sur le plan militaire, les pays de l'UE se sont mis sous la coupe du pays impérialiste dominant : Les États-Unis par leur participation à l'OTAN dont la France fait partie du commandement intégré. De ce fait, ils sont des pions au service des intérêts états-uniens qui en fixent la stratégie : Des agressions contre la Yougoslavie conduisant à son démantèlement, à celles contre la Syrie, l'Irak, la Libye, à la participation active à la guerre impérialiste sur le territoire de l'Ukraine, au soutien indéfectible à l'État colonial d'Israël, les pays de l'UE assument sans complexe le rôle de défenseurs des intérêts de l'impérialisme occidental et surtout états-uniens. Répondant aux exigences des États-Unis partout les budgets militaires flambent au détriment des besoins de la société entraînant à une spirale guerrière dangereuse pour la paix mondiale. C'est pourquoi, nous militons pour le retrait de la France de l'OTAN et la dissolution de ce pacte militaire. Ainsi l'UE ce n'est ni la prospérité, ni la paix qu'elle claiरणne comme ses raisons d'être.

Si l'objectif de l'Union Européenne est la constitution d'un pôle impérialiste puissant servant ses grands monopoles elle n'en est pas moins traversée par des intérêts contradictoires comme en témoigne les profondes divergences apparues sur les questions énergétiques et de défense. L'affaiblissement des Nations, voire leur effacement dans certains domaines s'il permet de mieux combattre les exigences populaires ne met pas fin pour autant à la réalité du cadre national comme terrain de la lutte des classes.

Ce sont donc toutes ces questions qui feront l'objet de notre bataille politique. Parce que la réalité, c'est le caractère capitaliste et impérialiste de la construction européenne, nous nous attacherons à organiser les travailleurs dans la lutte pour combattre le capitalisme et les effets négatifs de son développement en montrant que la seule issue c'est de mettre fin à ce système prédateur de l'Homme et de la nature et dont tout montre qu'il est néfaste pour l'Humanité tout entière et pour construire une société sans exploitation de l'Homme par l'Homme, une société de coopération des producteurs de richesses et de paix et de solidarité entre les peuples.

⁽¹⁾ 50 000 lobbyistes travaillent actuellement à Bruxelles. Des groupes d'influence financés par les grandes entreprises multinationales qui défendent leurs intérêts économiques et influencent sur les personnes qui détiennent le pouvoir. Notamment auprès des élus pour orienter les lois dans l'intérêt des grandes entreprises économiques et financières.

1,5 milliard d'euros sont investis en dépense de lobbying chaque année à Bruxelles, dont une part écrasante pour défendre les intérêts industriels et financiers.

*Total a déclaré avoir dépensé près de 2,5 millions d'euros en 2019.

*113 millions d'euros par an de **coût total du lobbying** pour les entreprises de la tech, (Meta, Apple...) qui influencent les politiques de l'Union Européenne.

Dans ce vaste processus d'influences, ce sont **les sociétés américaines** qui sont le plus fortement représentées. À hauteur de 20 %, pour faire pencher les politiques de l'UE en leur faveur contre 1% pour la Chine !

Tous ces chiffres montrent l'ampleur de l'ingérence de grandes entreprises.

Tout le monde se souvient du scandale de l'eurodéputée grecque Eva Kaili, alors vice-présidente du Parlement européen, interpellée à son domicile bruxellois. 1,5 million d'euros sont saisis ce jour-là par la police fédérale belge à l'occasion de 16 perquisitions.